

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 24/06/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2024

### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**GUILLERME Ferrailles**

7 Pont Nevez  
22200 Grâces

Références : 2024.222  
Code AIOT : 0005517981

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2024 dans l'établissement GUILLERME Ferrailles implanté 7 Pont Nevez 22200 Grâces. L'inspection a été annoncée le 05/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection, annoncée en avril 2024 et rappelée le mercredi 19 juin lors d'un échange téléphonique, avait pour objectif de vérifier la mise en œuvre des actions correctives en réponse à la mise en demeure du 8 février 2024. Malgré cette annonce, l'inspection s'est déroulée dans un climat tendu en raison de l'attitude délétère de l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GUILLERME Ferrailles
- 7 Pont Nevez 22200 Grâces
- Code AIOT : 0005517981
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GUILLERME Ferrailles est autorisée, par arrêté préfectoral du 28/07/2017, à exploiter des installations de tri, transit, regroupement de déchets dangereux et non dangereux et de dépollution de véhicules terrestres hors d'usage (VHU) sur la commune de GRACES.

#### Contexte de l'inspection :

- Suite à sanction

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Entreposage des pneus	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-2	Levée de mise en demeure
2	Les aires de réception	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-5	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de l'inspection confirment que la société GUILLERME FERRAILLES a pris les mesures appropriées pour se conformer aux articles 41-2 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 et 13-V de l'arrêté ministériel du 06/06/2018. La mise en œuvre des actions correctives détaillées dans ce rapport permettent de proposer la levée de la mise en demeure du 8 février 2024.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Entreposage des pneus

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m <sup>3</sup> et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres. L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m <sup>3</sup> , la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation.
<b>Constats :</b>  Volume de stockage : Le volume total de pneumatiques entreposés est inférieur à 100 m <sup>3</sup> . Hauteur de stockage : La hauteur des piles de pneumatiques est inférieure à 3 mètres. Zone de stockage : Les pneumatiques sont entreposés dans une alvéole en blocs bétons. Cette alvéole est bien délimitée, ce qui facilite l'organisation et la gestion des pneumatiques. Ces constats permettent de proposer la levée de la mise en demeure sur cet article.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Au-delà de ces constats, des recommandations peuvent être formulées pour maintenir la sécurité

et la conformité :
Effectuer une surveillance régulière de la zone de stockage pour s'assurer que les conditions demeurent conformes et qu'aucun dépassement de volume ou de hauteur ne se produit. Former le personnel sur les procédures de stockage et les mesures de sécurité incendie pour garantir une gestion efficace et sécurisée des pneumatiques. Évaluer périodiquement les pratiques de stockage et les comparer aux meilleures pratiques de l'industrie pour identifier des opportunités d'amélioration continue.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 2 : Les aires de réception

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p> <p>La hauteur des produits ou déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p> <p>[..]</p> <p>Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;</li> <li>- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La quantité de déchet présente sur le site était inférieure à la quantité observée lors de l'inspection de 2023. Ainsi les aires de réception et de tri des déchets étaient distinctes.</p> <p>Différents bacs de tri sont mis en place (cuivre, aluminium, etc.). De plus, deux nouvelles alvéoles ont été mises en place à droite de la station de dépollution des VHU. Cette organisation facilite la gestion des différents types de déchets et des opérations effectuées.</p> <p>L'exploitant a déclaré utiliser la hauteur des murs séparatifs des cellules pour évaluer le volume des stocks de déchets entreposés.</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas six mètres.</p>

Les zones d'entreposage des batteries, des cartons et plastiques sont couvertes.  
Néanmoins, en raison de l'attitude de M. GUILLERME, il n'a pas été possible d'échanger sur les procédures de gestion mises en place sur le site.  
Ces constats permettent de proposer la levée de la mise en demeure sur cet article.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Au-delà des constats, des recommandations peuvent être formulées pour maintenir la sécurité et la conformité :

S'assurer que les aires de réception, de transit, de regroupement, de tri et de préparation des déchets restent distinctes et clairement repérées. Cela inclut des inspections régulières et des mises à jour des marquages et panneaux d'identification si nécessaire.

Former le personnel sur les bonnes pratiques de gestion des déchets, y compris les procédures de tri, de stockage et de manipulation. Une formation régulière garantit que tous les employés comprennent et respectent les prescriptions réglementaires.

Maintenir les plans et procédures à jour et les tenir à la disposition de l'inspection.

Réaliser des audits environnementaux périodiques pour évaluer la conformité continue de l'installation et identifier des opportunités d'amélioration. Les audits peuvent aider à détecter des écarts avant qu'ils ne deviennent des non-conformités.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure